



**ON
PEUT
AUSSI
DEVENIR
BÉNÉVOLE
AU PLANNING!**

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018



**le planning
familial49**

IDENTITE DEPARTEMENTALE

Appellation	Le Planning Familial 49
Forme juridique	Association Loi 1901
Siège social	35 rue Saint Exupéry - 49 100 Angers
Téléphone	02 41 88 70 73
Courriel	planningfamilial49@orange.fr
Siret	310 307 111 000 24
Code A.P.E.	9499 Z
Activités	Accueil / Information individuelle et collective / Animations Formations / Conseil Conjugal et Familial
Permanences	Angers / Saumur /Montreuil-Bellay
Présidente	Elizabeth Rat-Morris
Effectifs	5 salariées (4 ETP) 15 militant.e.s bénévoles actives
Site National	www.planning-familial.org
Site Départemental	www.49.planning-familial.org
Horaires d'ouverture	Lundi, Jeudi, Vendredi 9h-12h30 / 13h30-17h30 Mardi 13h30-18h30 - Mercredi 13h30-17h30

SOMMAIRE

LE PLANNING FAMILIAL : UN MOUVEMENT LOCAL, RÉGIONAL ET NATIONAL	5
1. <i>Au niveau national</i>	5
A. <i>Contexte national</i>	6
B. <i>Les faits marquants</i>	8
2. <i>Au niveau régional</i>	10
3. <i>Au niveau départemental</i>	13
A. <i>Vie de l'association</i>	13
B. <i>Les cassettes féministes</i>	13
LE PLANNING FAMILIAL EN ACTION	14
1. <i>Les accueils</i>	14
A. <i>Les lieux d'accueils en 2018</i>	14
B. <i>Les publics accueillis</i>	17
C. <i>Les thématiques abordées</i>	19
2. <i>Les actions collectives</i>	21
A. <i>L'éducation à la sexualité en milieu scolaire</i>	21
B. <i>Les projets auprès des jeunes et des adultes</i>	24
C. <i>Les formations auprès des professionnel.le.s relais</i>	28
RAPPORT FINANCIER	29
RAPPORT D'ORIENTATION	33
REVUE DE PRESSE	35
COMMUNIQUÉS CONFÉDÉRAUX	40

INTRODUCTION

En préambule à ce rapport d'activités 2018, nous tenons à remercier tout particulièrement nos partenaires institutionnels dont le soutien est indispensable au maintien de nos actions auprès d'un public le plus large possible.

Pour leur confiance et leur soutien à nos actions, nous remercions :

- La Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) pour notre financement dans le cadre de notre convention EICCF (Etablissement d'Information, de Consultation et de Conseil Familial), devenu EVARS (Espace Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle) depuis mars 2018.
- La Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité, qui a désormais la responsabilité de notre financement EVARS, pour son soutien fidèle à nos actions, notamment de prévention contre les violences faites aux femmes.
- L'Agence Régionale de Santé (ARS) via notre Fédération Régionale, qui finance par un CPOM 2018-2020 (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) nos actions d'information et de prévention auprès des jeunes, nos formations des professionnel.le.s. ainsi que notre participation à la coordination régionale de notre Association.
- Le Conseil Régional, via notre Fédération Régionale, pour la mise en place d'un Accord-Cadre 2018-2020, finançant des animations en milieu scolaire et la sensibilisation et formation des professionnel.le.s.
- La Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative (DJEPVA), pour son soutien à nos activités.
- La Caisse d'Allocations Familiales du Maine-et-Loire qui demeure à nos côtés et contribue efficacement au fonctionnement de notre association.
- La municipalité d'Angers, qui non seulement nous soutient financièrement mais met également à notre disposition les locaux du 35 rue Saint-Exupéry.
- Le Conseil Départemental qui poursuit son engagement à nos côtés.
- Toutes les municipalités du Maine-et-Loire, et en particulier celle de Saumur, qui ont répondu favorablement à nos sollicitations, permettant ainsi de renforcer notre présence et nos actions sur l'ensemble du département
- Les institutions qui, via les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville, nous ont permis de proposer des actions de prévention des comportements sexistes chez les enfants et les jeunes en intervenant auprès du public scolaire et des professionnel-le-s du Saumurois.

Un grand merci à l'équipe des salariées qui fait preuve quotidiennement de professionnalisme et d'engagement, ainsi qu'aux bénévoles dont l'action est indispensable à notre association.



LE PLANNING FAMILIAL :

Un mouvement local, régional et







1. AU NIVEAU NATIONAL

Le Planning Familial est un **mouvement militant féministe et d'éducation populaire**, membre de l'*International Planned Parenthood Federation* (IPPF).

Il a pour objectifs :

- Prendre en compte toutes les sexualités
- Promouvoir l'éducation à la sexualité
- Accompagner dans le choix d'une contraception
- Écouter et orienter pour une demande d'IVG
- Dénoncer et combattre toutes les formes de violences
- Lutter contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales
- Lutter contre le SIDA et les IST
- Privilégier une maternité choisie
- Agir à l'international
- Former et informer, développer des outils.

Le Planning Familial c'est :

-  **Une confédération d'associations agréées par l'Éducation Nationale.** Le Planning Familial intervient dans les écoles, collèges et lycées, mais aussi dans des lieux spécifiques et variés (IME, ImPro, ESAT, missions locales, CHRS, foyers...)
-  Un public large et divers : en 2017, 390 804 personnes accueillies dans nos permanences de conseil et d'écoute, 129 225 jeunes de moins de 18 ans ayant participé à nos séances d'éducation à la sexualité, 68 859 personnes reçues en consultation, 25 793 appels traités au n° vert national, 1 500 000 visites sur notre site internet,
-  76 associations départementales (AD) organisées en 13 fédérations régionales
-  Une implantation sur l'ensemble du territoire national dont les DOM : **150 lieux d'information et 29 centres de planification**
-  Une Confédération Nationale qui coordonne les actions et diffuse l'information, s'appuyant sur un service de documentation à la disposition des militant-e-s et du public.
-  Femmes, hommes, jeunes et moins jeunes peuvent venir parler de toutes questions concernant la sexualité, la contraception, l'interruption de grossesse, les IST, le sida, les violences...Des lieux de paroles où les personnes se rencontrent, se co-forment, analysent les contraintes imposées par la norme sociale de domination du masculin sur le féminin. Les centres de planification offrent des consultations médicales où les mineur-e-s peuvent, en outre, se procurer gratuitement une contraception.



Le Planning Familial inscrit son action pour une société plus juste, fondée sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la mixité et la laïcité.

Le Planning Familial est un mouvement autonome et indépendant. Il se construit entre revendications et "service au public" lorsqu'il participe à la mise en œuvre de politiques publiques, en particulier dans le domaine de la santé et de l'éducation. Ces réalités ne sont pas cloisonnées et Le Planning Familial a toujours le souci de rappeler son identité, se positionnant ainsi sur les bases de son projet politique et des valeurs qui l'animent.

A. Contexte national



Le Planning Familial bousculé

- Par l'impact des politiques publiques nationales : suite au décret de mars 2018 réformant les EICCF, et à la modification de circuit budgétaire des financements des EICCF qui passent maintenant par les Directions Régionales aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE), de nombreuses AD se sont trouvées en situation difficile, voire en péril par des financements fortement diminués et versés très tardivement.
- Par des attaques sur les réseaux sociaux, des groupes anti-choix, des associations



Les EICCF deviennent EVARS

Décret relatif aux conditions de fonctionnement des EICCF, Etablissements d'Information, de Consultation et de Conseil Familial, nouvelle dénomination EVARS: Espaces Vie Affective Relationnelle et Sexuelle (n° 2018-169 du 7 mars 2018).



Éducation à la sexualité

- Le Planning Familial a sorti à la rentrée scolaire un référentiel d'éducation à la sexualité : pour renforcer la capacité à faire ses propres choix, un outil de prévention, de promotion de la santé et des droits sexuels. La campagne « Stop intox » a rencontré un certain succès et permis de rendre plus visible notre approche de l'éducation à la sexualité.
- L'éducation nationale a publié une nouvelle circulaire du 14 septembre 2018 relative à l'éducation à la vie affective et sexuelle
- Le service sanitaire a été mis en place dès la rentrée scolaire 2018/ 2019, assuré par les étudiant.e.s à partir de la 3^{ème} année (médical, paramédical puis à terme tous les étudiant.es en santé) pour la PPS (prévention promotion de la santé).

Les questions de santé sexuelle et éducation sexuelle sont intégrées dans leur champ d'intervention. Le Planning Familial propose comme intervenant dans les facs pour sensibiliser les étudiant.es en médecine sur les questions de sexualité et reste attentif à ce que ce service ne se substitue pas à l'application de la loi sur l'éducation sexuelle.

Les grands rendez-vous nationaux

8 mars 2018 – Les femmes représentent 52% de la population française. Le Planning Familial appelle à la grève féministe, à des actions des rassemblements, des manifestations.



Tous et toutes ensemble avec **le Sidaction** : 25 ans de combat contre le sida



Journées nationales : **contraception / avortement**, septembre 2018 – Porté par le collectif «avortement libre en Europe : les femmes décident ».

Manifestation **#NousToutes**, sur les violences faites aux femmes le 24 novembre : 10 AD à Paris, 24 AD défilent sur place, 6 AD font une manifestation le 25.





Participation aux réflexions sur les grands enjeux

- **Etats généraux de la migration** lancés fin novembre 2017 ont réuni 470 associations et collectifs et permis d'engager des dynamiques aux niveaux régional et local.

- **Les Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs** (DSSR) sont au cœur des Objectifs de Développement Durable (ODD). Parvenir à l'élimination de toutes les formes de discrimination (sociale, politique et économique) et œuvrer à l'émancipation des femmes à travers la promotion des DSSR sont autant de leviers pour un développement juste, égalitaire et durable de nos sociétés.

- **Pénalisation des clients** des personnes prostituées : plusieurs associations ont déposé une Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) sur la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. Le Planning Familial a répondu à la demande de Médecins du monde pour apporter des témoignages complémentaires, dans l'objectif de faire avancer la position du mouvement contre la pénalisation des clients.

- **La PMA** sans discrimination liée au statut conjugal, à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, et dans les mêmes conditions de remboursement pour toutes, de droits en matière de filiation et droits sociaux. Ce n'est pas une question de bioéthique, mais une question d'égalité entre les personnes, et cela s'inscrit dans le continuum des luttes pour le droit à disposer de son corps.



Les Archives

Le Planning Familial a confié ses archives nationales Aux Archives du Féminisme (situé à la Bibliothèque Universitaire d'Angers). Ces documents vont permettre de mieux connaître l'histoire de la contraception, de l'avortement, mais aussi d'approfondir les questions de l'égalité professionnelle, des violences sexistes ou des mutilations féminines. Ils permettront de faire mieux connaître le Mouvement, ses valeurs, son originalité dans l'espace de la cause des femmes et la santé, et ce tant dans la sphère académique qu'auprès du grand public.

B. Faits marquants dans la vie de notre mouvement



Les nouvelles venues : en 2017 deux nouvelles associations départementales sont venues rejoindre notre mouvement, bienvenue aux AD du Morbihan et de la Creuse.



Le RPDF, Recueil de Données du Planning Familial

Un outil de plaidoyer, un outil pour améliorer la connaissance de nos publics, de nos interventions. Un outil politique, un outil qui construit la mise en réseau et la solidarité : notre futur observatoire de la santé sexuelle.



Sur les réseaux sociaux - Campagne Instagram, menée par le groupe jeunes : création du compte national le 1^{er} octobre. Appli accessible par Smartphone.



Les journées nationales

- **L'Université Populaire** 8, 9 et 10 juin 2018 - Rennes

Objectifs : inclure les gens que l'on rencontre dans nos actions pour : avoir une parole politique plus forte et comprendre ce qu'ils/elles veulent vraiment apporter de la matière ou expérimenter des techniques (méthodes) et s'appuyer dessus pour préparer le congrès Accompagnement de chercheurs pour « nous observer faire » - Guide des bonnes pratiques (ateliers d'écriture) - Construire un référentiel de l'éducation populaire au PF.

- **Rencontres GSS** à Sète en Septembre, plus de 90 personnes. Poursuite de la réflexion lancée par l'Université Populaire jusqu'au Congrès 2019 avec un focus sur les personnes ressources et plus largement la co-construction de nos actions avec nos publics, et par la rencontre avec d'autres programmes nationaux du Planning pour contribuer à une approche transversale des actions du mouvement.

- **Être un employeur militant et féministe** – Regroupement Vie Associative et Réseau, 11 au 13 octobre 2018, Paris, plus de 60 personnes – Faire le point sur la situation du mouvement, partager des expériences, tester le contenu d'une boîte à outils qui sera mise à disposition des AD et Fédérations.

2. AU NIVEAU REGIONAL

La Fédération Régionale du Planning Familial des Pays de la Loire, est composée des militant.e.s, bénévoles et salarié.e.s des Associations Départementales de la région, qui ont la volonté de travailler ensemble :

- **4 EICCF** (Etablissements d'Information, de Consultation et de Conseil Familial), en Maine et Loire, Loire Atlantique, Sarthe et Vendée,
- **2 CPEF** (Centres de Planification et d'Education Familiale) en Loire-Atlantique et en Sarthe.

Ses membres se réunissent en Conseil d'Administration (CA) et en commissions de travail : finances, formation, directions, et en séminaires de travail.

La coordination régionale est assurée collectivement par plusieurs AD :

Marlène BOUTET, directrice AD 72, référente pour nos partenaires,

Justine GENOIS, directrice AD 44,

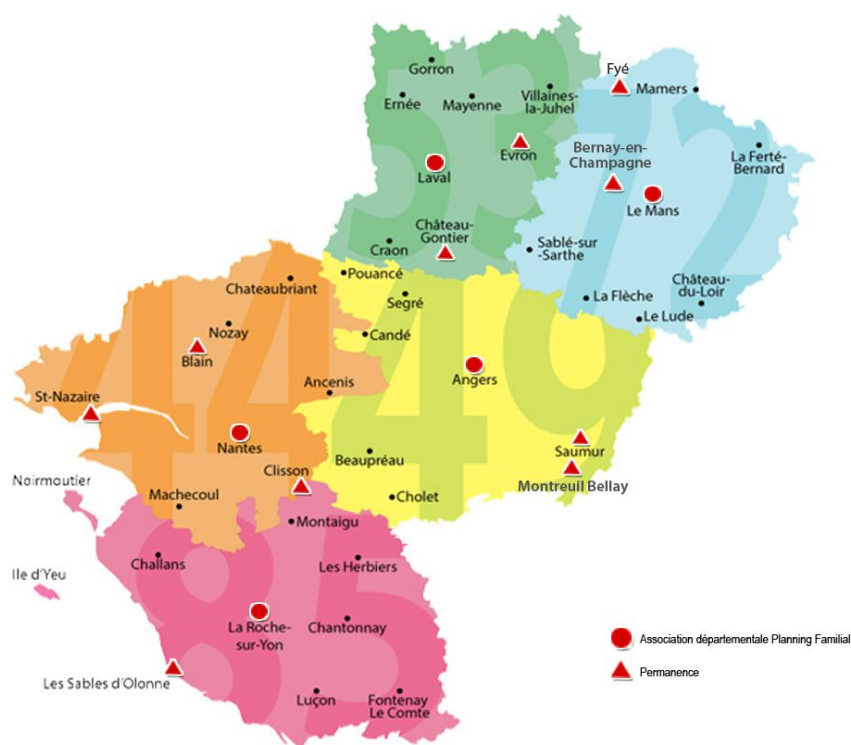
Sade ABDOURAHAMANI, directrice AD 49,

Sébastien VALLEÉ, AD 72, référent pour le COREVIH et Promo Santé.

La comptabilité est assurée par **Marie-Line DUPORCHE**, AD 72.

Ce temps (66% ETP) est mis à disposition de la fédération par les AD.

La Fédération Régionale du Planning Familial joue un rôle d'interlocuteur auprès des pouvoirs publics de la Région en faisant valoir ses compétences et sa connaissance du terrain en matière de santé sexuelle. Elle favorise le partenariat avec les associations régionales ayant les mêmes valeurs.



Vie de la Fédération

Des points positifs

- Les **nouveaux statuts** de notre Fédération ont été votés lors de notre assemblée générale du 26 mai 2018, en harmonie avec les orientations prises lors du Congrès Confédéral du Planning Familial de 2016.
- Les **financements pluriannuels** - 2018 a vu la mise en place d'un Accord Cadre sur 3 ans avec le **Conseil Régional** et d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'**ARS** des Pays de la Loire.
- La Fédération est maintenant présente à la **COREVIH** (Coordination Régionale de lutte contre l'infection du VIH) des Pays de la Loire où Sébastien VALLEÉ participe au groupe de travail CFPD/CPEF/EICCF dont l'objectif est de mutualiser les actions afin de couvrir le territoire en matière de santé sexuelle.
- La Fédération est partenaire de **PromoSanté** Pays de la Loire, porté par l'IREPS, avec l'ANPAA, l'Union Régionale de la Fédération Addiction, la Mutualité Française, l'Observatoire Régional de Santé et SIS Animation. L'objectif de PromoSanté est de contribuer à renforcer la professionnalisation des acteurs dans le champ de la promotion de la santé et de la santé publique par la mise en œuvre d'actions coordonnées entre les membres de PromoSanté.
- La Fédération est membre du **Comité Technique de l'Observatoire Régional des Violences faites aux femmes** du Conseil Régional, porté par l'URSF.
- **Formation de CCF** – La session régionale 2016-2018 a permis la validation de la formation de 14 Conseillères Conjugales et Familiales.

Des difficultés

AD 53 dissoute - N'ayant plus assez de militant.e.s pour la faire vivre, l'Association Départementale de Mayenne a été dissoute en 2018. La Fédération Régionale du Planning Familial souhaite vivement la poursuite des activités en Mayenne. Les animations prévues ont été assurées par les AD 49 et 72. Des contacts sont pris pour relancer une activité du Planning Familial en Mayenne.

Le Planning Familial absent du e-Pass Santé – Le e-Pass Santé pour les jeunes de la Région Pays de la Loire succède au Pass Prévention Contraception, depuis octobre 2018. Malheureusement, pour des problèmes techniques, le Planning Familial ne peut toujours pas l'activer pour les jeunes qui en font la demande.



La fédération en un clin d'œil – en 2018

39 salarié.es et **346** adhérents-es

14 659 personnes accueillies

16 337 personnes rencontrées lors d'animations : milieu scolaire, du handicap, PJJ, personnes vulnérables

512 professionnels relais formés

3 035 consultations médicales

0 PASS prévention contraception délivrés

1 085 appels traités pour le n° vert National IVG Contraception Sexualités
0 800 08 11 11

AU NIVEAU REGIONAL :

1085 appels traités à l'échelle nationale par les PF 44 - 49 - 53 - 72

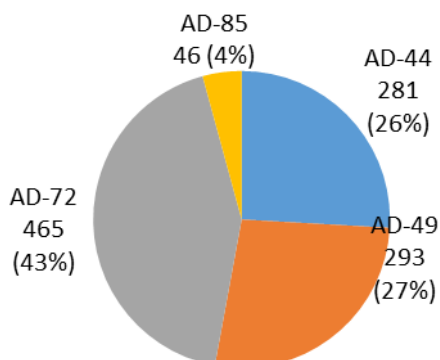
905 femmes (83%) - 172 hommes (16%) - 8 autres

46% des appelants ont moins de 25 ans

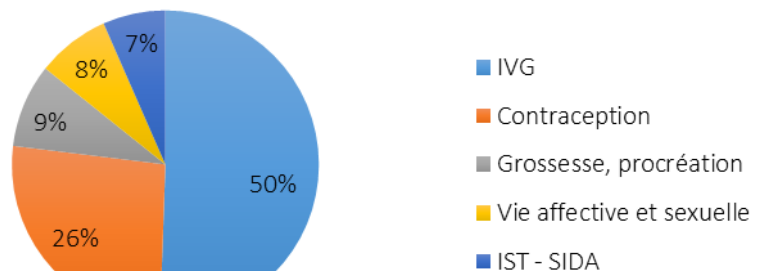
962 appels au total provenant de notre région



Répartition par département



Thèmes abordés en 2018



3. AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

A. Vie de l'association

En 2018, les sollicitations en terme d'activité n'ont pas diminué, bien au contraire. Ces demandes en grande quantité illustrent un problème de prise en charge globale de la santé sexuelle, et une difficulté à faire reconnaître celle-ci comme un véritable enjeu de santé publique. C'est pourquoi, l'Association a fait le choix du recrutement pérenne en recrutant Clémentine DAVID de façon permanente, en CDI. En 2017, récemment diplômée de la formation au Conseil Conjugal et Familial, elle a remplacé une salariée en congé de maternité.

Ce que nous voulons, ce sont les moyens humains et financiers pour répondre favorablement aux besoins d'intervention ou d'accompagnement sur les questions de santé sexuelle.

L'un des enjeux forts de cette année 2018 a été de suivre le Mouvement national dans la mise en œuvre du dispositif RDPF (Recueil de Données Planning Familial). Pour avoir de la force quant à nos luttes féministes et aux enjeux politiques que nous portons, il nous faut être plus de visibilité et plus de précision : l'outil RDPF rassemble les données des Plannings Familiaux de l'ensemble du pays et aide à atteindre ces objectifs. A l'automne 2018, nous avons porté et accueilli une formation RDPF en inter-région. Nous avons collaboré avec des camarades militantes bénévoles ou salariées de Loire Atlantique, de Bretagne et de Normandie. Nous sommes des organisations locales qui se donnent comme ambition d'impacter sur le global, le national et un jour l'international.

B. Les cassettes féministes

Les Cassettes féministes du Planning ont démarré l'année 2018 par la lecture décapante de **La politique du mâle** de Kate Millett disparue en 2017. Passage en revue de la littérature misogyne du 20^è siècle ; Henri Miller y est en bonne place ; l'antiféminisme nazi, la théorie freudienne de « l'envie du pénis », le culte phallique de D.H. Lawrence. Puis nous avons été impressionnées par la vie et la personnalité de **Charlotte Delbo**, résistante déportée à Birkenau et auteure de poèmes, pièce de théâtre, et récits mémoriels. La soirée suivante a été consacrée à la BD féministe, « subversive et transgressive », **Culottées, Libres, Crocodiles**, de Florence Cestac à Leila Slimani. C'est à travers un film documentaire **Un monde sans femmes**, que nous avons pris conscience du féminicide développé en Asie avec l'élimination des embryons féminins. Enfin, un chef-d'œuvre littéraire pour finir l'année avec **Un don** de la grande Toni Morrison.



1. LES ACCUEILS

A. Les lieux d'accueils en 2018

En 2018, 4 conseillères conjugales et familiales salariées et 4 éducatrices à la vie bénévoles ont assuré les accueils physiques et téléphoniques au sein de notre association :

ANGERS, rue Saint Exupéry

Lundi, Jeudi, Vendredi 9h-12h30 13h30-17h30

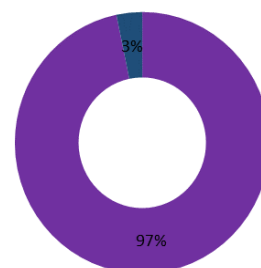
Mardi 13h30-18h30 / Mercredi 13h30-17h30

*Nouveauté à partir de septembre 2018 :
fermeture au public le mardi matin*

SAUMUR les 2e et 4e vendredis de chaque mois, à l'Espace Jean Rostand ainsi qu'au sein des Restos du Cœur.

MONTREUIL-BELLAY : 2 mercredis par mois au Restos du Cœur.

Répartition des accueils selon le lieu



■ Angers
■ Saumur/Montreuil Bellay



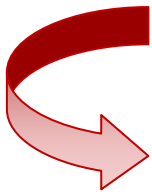
Des militantes loin du 35 rue Saint-Exupéry

Notre présence en immersion, deux vendredis par mois, aux Restos du Cœur de **Saumur** permet de témoigner des engagements du Planning Familial.

Nous mettons l'accent sur la rencontre et l'écoute des bénéficiaires, sur le suivi au long terme de certain.e.s et sur la connaissance des réfugié.e.s vivant à Saumur.

Nous constatons cette année l'ouverture d'un dialogue régulier et soutenu avec les bénévoles hommes qui osent évoquer leurs histoires de vie et leurs questionnements.

Le Planning est représenté au CCAS et à la Commission d'urgence de **Montreuil Bellay**. Il participe ainsi au suivi des personnes en grande précarité (problèmes de violences, de ressources, d'hébergement ...).



Création de nouvelles cartes pour l'accueil

sexualités
contraception
sida violences
ist avortement

 leplanning familial 49

Accueil anonyme gratuit - Angers
Avec ou sans rdv - Du lundi au vendredi
Venir seule, en couple, à plusieurs

02 41 88 70 73
planningfamilial49@orange.fr

 planning-familial.org
 [planning 49](https://www.facebook.com/planning49)

FOCUS SUR L'ACCUEIL À ANGERS

L'accueil au Planning Familial 49 propose une écoute, une information, une orientation sur les questions de sexualités.



Les accueils

- + 683 entretiens réalisés par des professionnelles formées
- + Plus de la moitié d'entretiens spontanés (sans rendez-vous)
- + 2/3 de femmes accueillies
- + La moitié de personnes âgées de 18 à 30 ans
- + 1 personne sur 4 vient accompagnée par son entourage proche ou par un.e professionnel.le

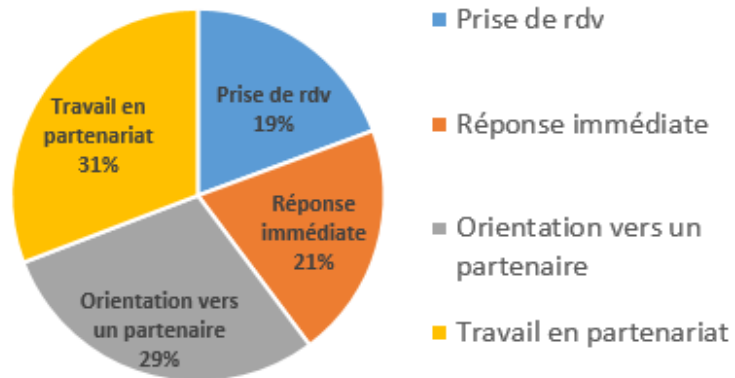
*Simplicité, souplesse, non-jugement,
gratuité et anonymat sont les qualités reconnues
et appréciées de l'accueil*

Les appels téléphoniques



« Le Planning Familial,
Bonjour... »

Traitement des appels téléphoniques



Les mails

45 réponses personnalisées par mail



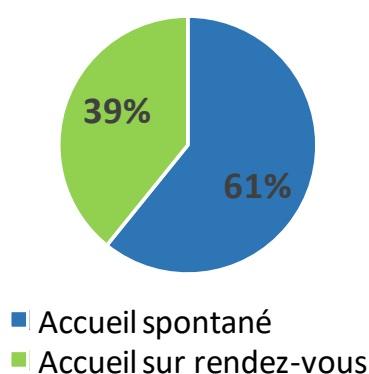
Une question ?

avortement
contraception
sida violences
ist sexualités

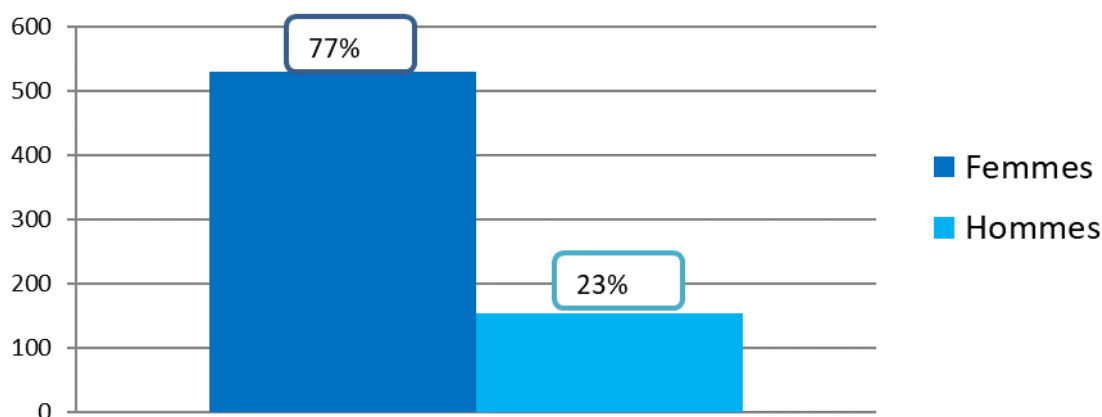
B. Les publics accueillis

Pouvoir être accueilli avec ou sans rendez-vous constitue la spécificité de notre accueil. On observe ainsi que les deux tiers des 683 entretiens qui se sont déroulés en 2018 étaient des accueils spontanés. Franchir la porte du Planning n'est pas aisé pour les personnes et la possibilité de venir sans rendez-vous en facilite fortement l'accès. Les prises de rendez-vous concernent généralement des thématiques demandant des entretiens de plus longue durée ou lorsqu'il y a un suivi tel que le conseil conjugal, les violences, ou encore la sexualité des personnes en situation de handicap.

Répartition en fonction du type d'accueil



Répartition des accueils selon le sexe

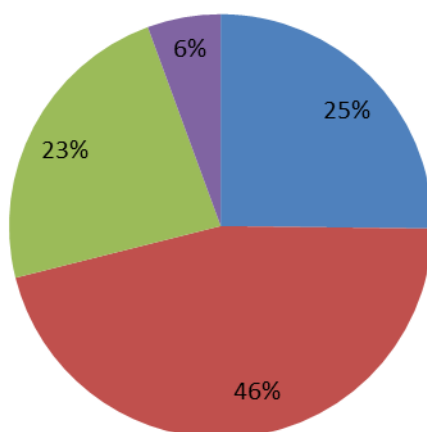


Les 2/3 des personnes accueillies sont des femmes. Ce chiffre est stable par rapport aux années précédentes. Les femmes se sentent plus concernées par la santé sexuelle et se tournent davantage vers les lieux ressources. Ce constat est partagé dans beaucoup de structures médico-sociales sur cette thématique. S'informer pour la contraception, se protéger des IST, venir chercher des préservatifs implique autant les femmes que les hommes. Nous verrons que par nos actions de prévention, aller vers le public d'hommes jeunes et adultes pour sensibiliser et responsabiliser sur la santé sexuelle, fait partie de nos objectifs.

Le public que nous accueillons se situe toujours majoritairement dans le créneau 18 – 30 ans. Un quart de nos accueils concerne un.e mineur.e ou une personne de plus de 30 ans. En effet, contrairement à l'idée généralement répandue que le Planning Familial est essentiellement dédié aux mineur.es, notre activité d'EICCF non médicalisé nous amène plutôt à recevoir de jeunes majeur.es ayant déjà acquis une certaine autonomie en matière d'accès aux soins (étudiant.es, salarié.es, en recherche d'emploi...). Les mineur.e.s, pour leur part, sont souvent orienté.e.s vers les Centres de Planification, notamment pour la possibilité d'y avoir accès à la contraception et au dépistage dans un cadre de confidentialité et de gratuité.

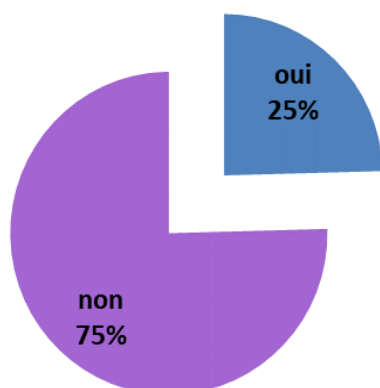
Répartition en fonction de l'âge

■ mineurs ■ 18 à 30 ans ■ 31 à 50 ans ■ 51 ans et plus



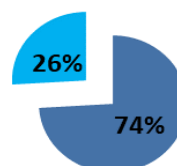
On observe qu'une personne sur quatre vient accompagnée durant l'entretien. Ce qui a pour effet de rassurer les personnes et ainsi de faciliter la démarche. Il est intéressant de noter que parmi les accompagnants, l'entourage proche comme les ami.e.s, plus rarement la famille sont ressources pour la personne accueillie.

Répartition des personnes accompagnées ou non



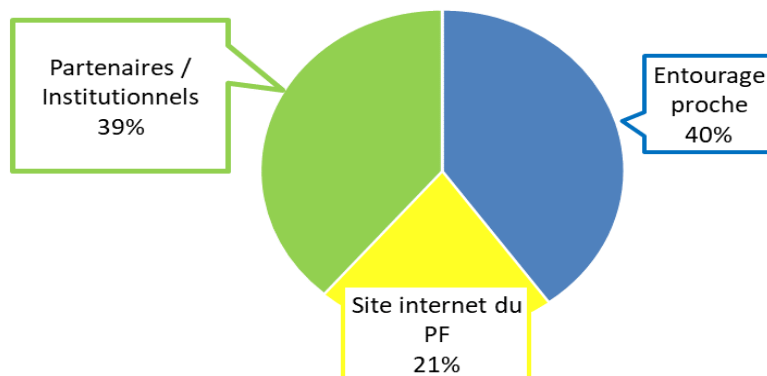
Si oui par qui ?

■ entourage / proches
■ professionnel.le.s relais



Notre travail en réseau auprès des structures partenaires du département est reconnu depuis de nombreuses années. Les professionnel.le.s nous identifient comme un lieu ressource sur les questions de sexualité et nous font confiance pour relayer leur public vers nous.

Adressé.e par

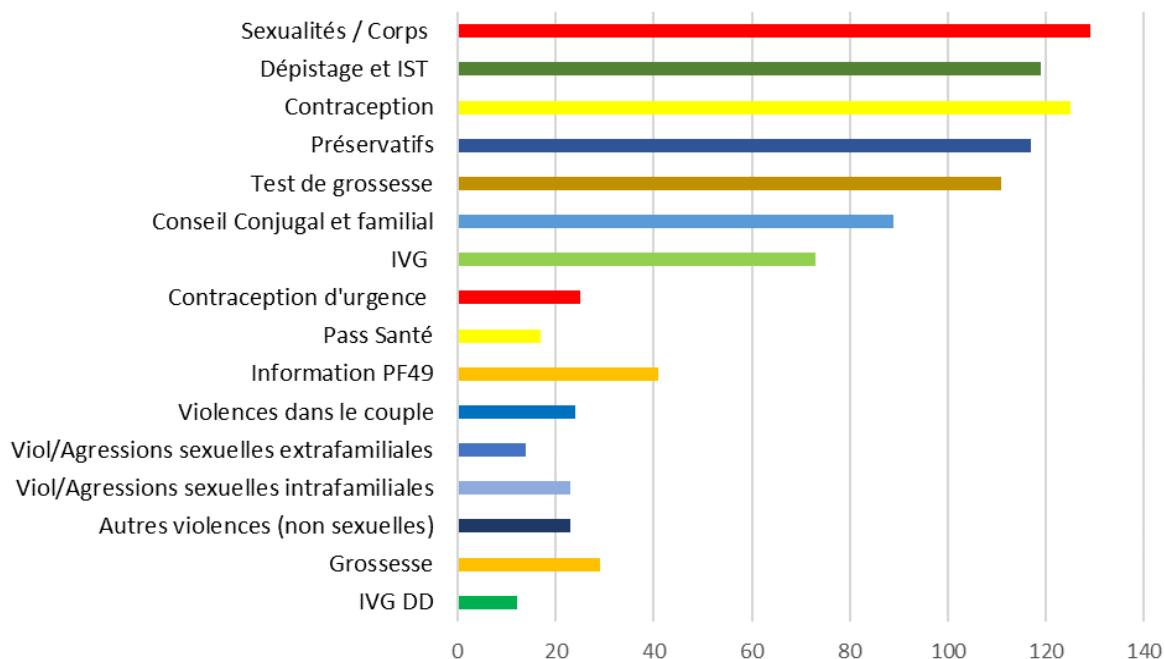


Un nouveau site internet du PF49 avec une évolution de l'univers graphique verra le jour courant 2019, ce qui nous permettra de développer une communication plus attractive de notre association pour les personnes qui font une recherche sur internet.

C. Les thématiques abordées

C'est le plus souvent une demande très concrète qui est à l'origine d'une visite au Planning Familial : besoin de faire test de grossesse, de discuter d'un choix contraceptif, d'une remise de préservatifs... mais cette « porte d'entrée » permet fréquemment d'aborder d'autres sujets en lien, tels que le corps sexué, la relation à l'autre, les premières fois... Une personne sur cinq est déjà venue au Planning Familial dans l'année, ce qui signifie que nous sommes un interlocuteur bien identifié et reconnu par la population ligérienne sur toutes ces questions.

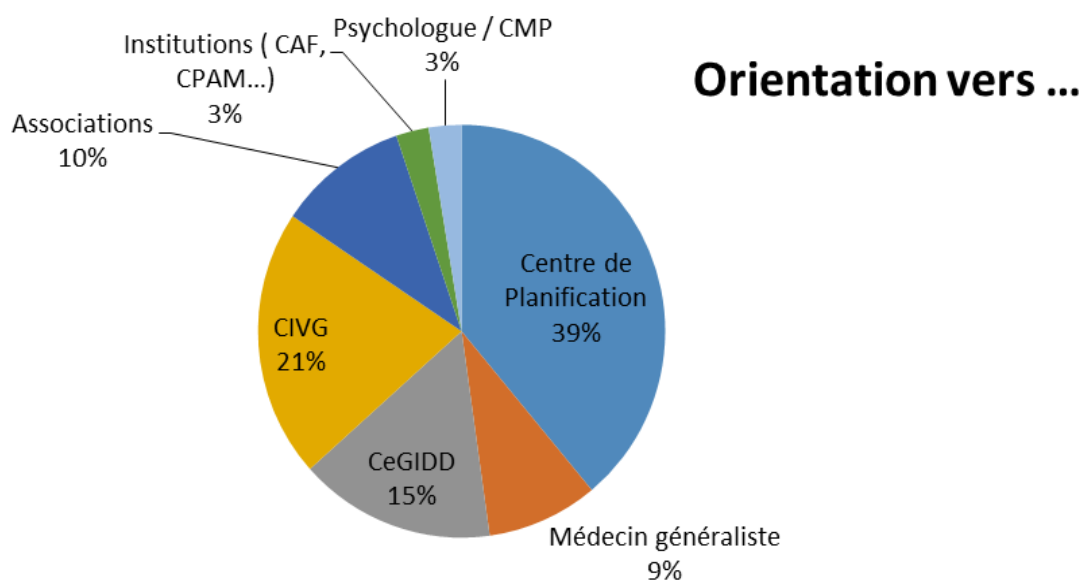
Thèmes abordés



De manière synthétique, il est possible de distinguer trois principaux axes :

- 🌀 L'axe « **santé** » : comme nous l'avons vu plus haut, il s'agit souvent de la demande initiale de la personne accueillie. Bien que non médicalisée, notre association permet la réalisation de tests urinaires de grossesse, l'accompagnement pour la grossesse non prévue, l'accès aux préservatifs et aux informations concernant le dépistage, ainsi qu'un temps d'écoute et d'éclairage sur le choix contraceptif. Dans ce cadre, les entretiens se concluent toujours par une orientation vers un.e professionnel.le de santé, médecin, sage-femme ou Centre de Planification.
- 🌀 L'axe « **vie amoureuse et sexuelle** » : il s'agit ici par exemple d'entretiens portant sur le couple, la parentalité ou le projet/non-projet de grossesse. Nous pouvons y aborder la relation à l'autre, les difficultés à rencontrer quelqu'un, voire la souffrance due à la solitude.
- 🌀 L'axe « **accompagnement des situations de violence** » : n'ayant absolument pas pour objectif de se substituer à un accompagnement thérapeutique, ces rencontres individuelles avec des personnes victimes de violences sexuelles se déroulent dans le cadre d'un accueil solidaire et de soutien de leur démarche de reconstruction. Il est nécessaire de souligner ici que, même si le travail avec les agresseurs nous semble extrêmement important, notre association a fait le choix de se concentrer sur l'accueil des seules victimes.

Notre accueil est bien repéré comme proposant une première écoute sur les questions de sexualité avec des informations claires et sans jugement. Évaluer la demande pour pouvoir orienter les personnes fait également partie de nos missions au quotidien.



2. LES ACTIONS COLLECTIVES

A. L'éducation à la sexualité en milieu scolaire

ANIMATIONS SCOLAIRES

3663

Jeunes

276

Animations

27

Établissements

Thématiques abordées : Information sur toutes les questions de sexualité : accès à la contraception et l'IVG, amour et sexualité, puberté et adolescence, relations filles-garçons, prévention VIH/IST...

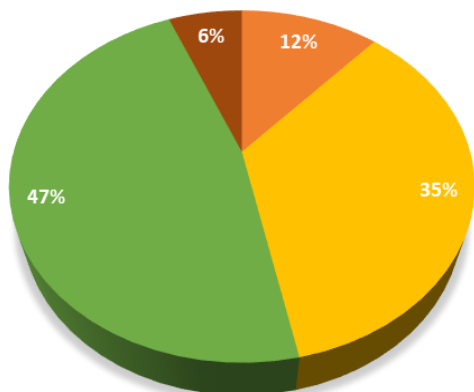
11 Lycées/MFR/CFA

8 Collèges

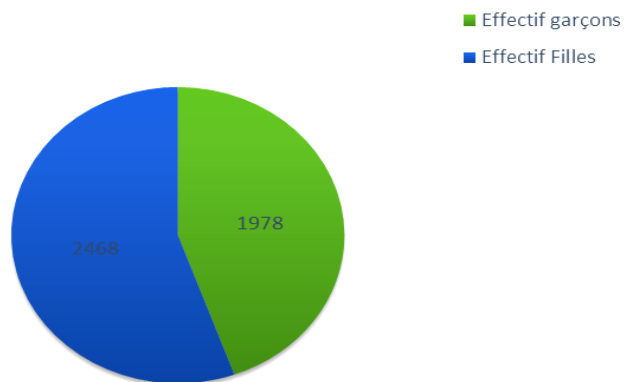
5 Ecoles

3 Établissements d'Enseignement supérieur

Répartition selon le type d'établissement



Répartition genrée



■ ÉCOLE ■ COLLEGE ■ LYCEE/CFA/MFR ■ ETUDIANT.E.S

L'année 2018 a été marquée par une évolution dans la prise en charge financière des animations collectives. Le Planning familial 49 bénéficiait les années précédentes d'une enveloppe budgétaire de la part de l'ARS permettant de prendre en charge une partie des animations demandées par les structures. Cette enveloppe passant à une échelle régionale en 2018 s'est répartie entre les différents Planning Familiaux de la Région. Le nombre d'animations prises en charge initialement dans le Maine et Loire, a dû être revu à la baisse. L'équipe a donc dû s'ajuster en cours d'année, en collaboration avec ses structures partenaires, notamment les établissements scolaires, afin de revoir le nombre d'animations à réaliser dans l'année (la baisse du nombre de collèges rencontrés en 2018 s'explique ainsi). Nous remercions une nouvelle fois nos partenaires pour leur compréhension et leur adaptation à nos contingences financières.

Nous comptons bien continuer à proposer des séances d'éducation à la sexualité tout en tentant de faire vivre notre Association. Ces séances sont pour nous une marche indispensable à l'apprentissage de l'égalité entre les femmes et les hommes, à la prévention des risques en santé sexuelle et à l'accompagnement des jeunes dans le repérage des réseaux d'aide et d'information autour d'elles.eux en matière de sexualité.

Les interventions dans les écoles à Saumur.

Cela fait 10 ans que les écoles primaires de Saumur nous accueillent pour des lectures « non sexistes » et actuellement au Petit Poucet, Charles Perrault, Les Violettes et le Clos Coutard. Les histoires parlent d'égalité fille-garçon. Une princesse qui sauve son prince en terrassant le dragon par l'astuce, une fille qui doit s'imposer devant ses frères en devenant championne de boxe. Des situations qui dénoncent certains stéréotypes et interrogent les élèves sur leurs attitudes, leurs convictions, comme celles de l'équipe éducative présente. Quand les interventions ont été régulières pendant toute la scolarité du primaire de l'élève, les enseignants comme le Planning, nous notons des changements de comportement plus égalitaires entre fille/garçon. En CM2, conformément au programme scolaire, il est question d'éducation à la sexualité adaptée à l'âge des enfants de la classe. Les questionnements sur la sexualité sont abordés par l'accueillante du Planning de façon positive et non jugeante et dans le respect de l'âge des élèves.

Le financement est assuré par la ville de Saumur



B. Les projets auprès des jeunes et des adultes


Même si, comme les années précédentes, les actions en milieu scolaire demeurent une part importante de notre activité, 2018 a également été l'occasion d'approcher des publics diversifiés et d'initier ou de consolider des partenariats tout aussi diversifiés : MECS, Centres de loisirs, Maisons de quartier, structures handicap...

Les projets montés dans ce contexte hors scolaire présentent majoritairement la caractéristique de proposer plusieurs rencontres au même groupe. Outre la création d'un lien favorisant une réflexion plus approfondie et une meilleure appropriation de l'information au sein du groupe, ce format permet également d'élargir l'éventail des thématiques proposées : égalité femmes-hommes, respect dans les relations affectives et sexuelles, prévention en matière de santé sexuelle, prévention des violences...

Les publics jeunes : mineur.e.s et jeunes majeur.e.s




**27 animations
ventilées sur
15 structures**



**287 jeunes
concernés dont
40% de filles et
60% de
garçons**



**Des partenariats bien
installés : UEHD PJJ,
Centre Jean Vilar,
Foyer Marguerite
d'Anjou, SESSAD
ASEA**



**De nouveaux
partenariats :
ENSAM,
Académie des
Projets de Vie...**

FOCUS

« Et si on en parlait ? »

Démarrant fin 2017 et mis en œuvre en 2018, ce projet jeunesse de grande ampleur a été réalisé par le Planning Familial 49 en collaboration avec 4 structures jeunesse du département. Les structures jeunesse choisissent la formule adaptée à leur public et leur territoire, entre un « temps jeunes » en co-animation avec une animatrice du Planning Familial + un « temps de formation » auprès des professionnel.le.s ou un « temps d'échanges avec les familles ».

4 structures jeunesse

71 jeunes

4 temps jeunes

« Égalité filles-garçons »

6 parents

1 temps parents

« Sexualité et adolescence »

Le réseau jeunesse du Saumurois

Soirée "Et si on en parlait ?"

Venez réfléchir, discuter, débattre autour de l'ÉGALITÉ !

VENDREDI 27 AVRIL, à partir de 18h00

À LA SALLE DES PAILLONS, rue des pailons 49400 CHACE

- Différents ateliers pour les jeunes de 18h30 à 20h30
- pique nique tous ensemble (prévoir son pique nique)
- temps de discussion, mur expression
- micro-trottoirs

En partenariat avec le planning familial

le planning familial 49

Pour plus de renseignements (départ, arrivée, covoiturage...) : demande à ton animateur !

RÉSEAU Jeunesse de Saumur

34 professionnel.le.s

3 temps de sensibilisation professionnelle

« Santé sexuelle à l'adolescence »

Remerciements

Réseau Saumurois (AFRIEJ, La Scoope, Vivado, AFR Loire et Côteaux, Mégafun Vivy)

AIDAL (Andard, Brain sur l'Authion, La Daguinière, St Mathurin)

Centre social de Chemillé, Lycée de l'Hyrôme Chemillé

Espace jeunes Rochefort, Denée, Le Spot Chalonnais

Direction Départementale de la Cohésion Sociale 49

Les publics Adultes



Forum AGORA

74 rencontres réparties sur 19 structures dont 5 établissements « Handicap »

Un public essentiellement féminin (82%) et souvent en situation de précarité

362 personnes rencontrées dont 46 en structures « Handicap »

Un partenariat toujours aussi riche : Maison de Quartier des Hauts de St Aubin, Trait d'Union, CADA ADOMA, ESAT Arceau Anjou, Foyer de Trémur ADAPEI49, ...

FOCUS

« HANDICAP ET ALORS »

Le programme national « Handicap et alors » promeut une approche positive de la sexualité et de la vie affective des personnes en situation de handicap, fondée sur la reconnaissance et le respect de leur autonomie sexuelle et affective.

Localement, notre association développe depuis de nombreuses années des actions auprès des personnes en situation de handicap, de leur entourage et des professionnel.le.s.



46 personnes rencontrées

224 professionnel.les sensibilisé.e.s

6 structures

32 animations

2 forums



Journée de formation
organisée par l'ARS
« *Accompagnement de la vie
affective et sexuelle en
institutions : entre liberté
soins et protection* »



Le PF49 a tenu un stand et animé 2 ateliers destinés aux professionnel.les

C. La formation auprès des professionnel.le.s relais

2018 a été une année particulièrement fertile puisque ce ne sont pas moins de 12 journées et demi de formation qui ont été animées par l'équipe des quatre conseillères.

De plus, l'automne 2018 a vu paraître **notre premier catalogue de formation** proposant, sur une période de 12 mois, différents modules de 1, 2 ou 3 jours sur des thématiques en lien avec notre pratique de terrain : Adolescence et Sexualité, Accueil, Accompagnement et orientation des victimes de violences sexuelles...



Rencontrant toujours un vif succès, ces temps d'apports, de réflexion et d'échanges rassemblent aussi bien des professionnel.le.s des secteurs de l'éducation et des loisirs ou encore du médico-social, que des bénévoles de différentes associations. Toutes et tous s'accordent pour souligner l'importance de ces temps de formation, tant dans le cadre de l'évolution de leur pratique professionnelle quotidienne que dans celui d'un partenariat local qui se trouve ainsi renforcé.

114 participant-es : travailleur-ses sociaux, enseignant-es, éducatrice-s spécialisé-es, infirmier-es scolaires, bénévoles associatif-ves

Notre collaboration avec les établissements dispensant des formations initiales se pérennise et s'est encore étoffée en 2018. Ainsi, le Planning Familial 49 continue à participer à la formation des futur.e.s professionnel.le.s des secteurs médico-social ou éducatif pour ce qui touche à la santé sexuelle, à la prévention des violences sexistes et sexuelles, et à la connaissance du réseau-ressources local sur ces questions.

448 étudiant-es à l'ARIFTS, l'UFR de Santé d'Angers, l'IUT de Tours, l'ESPE, l'IFSO/IFAS ...



RAPPORT FINANCIER

En 2018 le **bilan global** de l'association est de

- **Les produits d'exploitation** sont de **141 049 €**
- **Les charges d'exploitation** sont de **176 213 €**

Après la prise en compte de produits financiers exceptionnels ou non utilisés

le déficit est de 20 194€

Ce déficit s'explique par :

- La baisse de la subvention de la DDFE, annoncée en fin d'année, et qui se poursuivra de façon drastique en 2019 (baisse annoncée de 20 000€)
- La baisse des subventions communales
- Nous avons décidé en 2017 l'embauche d'une nouvelle salariée CCF dans l'équipe ce qui a eu pour effet d'augmenter la masse salariale. Toutefois, cela a permis de développer les animations et formations dans le département, augmentant ainsi les produits d'exploitation.

La trésorière C.Battreau
Trésorière adjointe M.Crochard

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2018	Net au 31/12/2017
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	12 077	12 077		29
Immobilisations financières	850		850	850
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 927	12 077	850	879
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises	488		488	488
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	92 719		92 719	91 259
Autres	2 611		2 611	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	65 089		65 089	113 289
Caisse	74		74	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	160 980		160 980	205 036
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	30		30	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	30		30	
TOTAL GENERAL	173 937	12 077	161 860	205 916

Bilan passif

	au 31/12/2018	au 31/12/2017
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 580	2 580
Ecart de réévaluation		
Réserves	110 125	106 097
Résultat de l'exercice	-20 194	4 028
Report à nouveau		
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	92 511	112 705
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement	-3 557	-3 557
Provisions réglementées		10 671
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	88 954	119 819
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		3 811
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	850	850
Autres	72 057	81 435
TOTAL DETTES	72 907	82 285
Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	161 860	205 916
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	72 907	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2018	Exercice N-1 31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	17 931	8 546
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	79 585	87 841
Cotisations		
Autres produits	43 533	62 706
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	141 049	159 094
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	28 222	33 132
Impôts, taxes et versements assimilés	3 097	849
Rémunérations du personnel	107 416	91 878
Charges sociales	37 449	32 635
Dotations aux amortissements	29	383
Subventions accordées par l'association		
Autres charges		241
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	176 213	159 117
RESULTAT D'EXPLOITATION	-35 164	-23
PRODUITS FINANCIERS	124	326
CHARGES FINANCIERES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 483	3 824
CHARGES EXCEPTIONNELLES		99
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES A ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	363	
EXCEDENT OU DEFICIT	-20 194	4 028

Ressources

Bénévolat	30 569
Prestations en nature	6 594
Dons en nature	

Total 37 163

Emplois

Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	6 594

Compte de Résultat

Prestations	
Personnel bénévole	30 569

Total 37 163



Liberté, Egalité, Sexualités

Le Planning Familial est bousculé par l'impact des politiques publiques nationales relatives aux EICCF et aux CPEF, se traduisant par des baisses de financements et un désengagement, avec des répercussions au niveau local. Dans le même temps, des propos tenus par des élus et des instances professionnelles visent à affaiblir nos actions.

Pourtant, fort de son histoire militante, de ses salariées et ses bénévoles militant.e.s, le Planning Familial 49 poursuivra son cap en agissant pour la reconnaissance, comme un droit de la personne, de toutes les sexualités, vécues sans dépendance ni oppression, pour se sentir libre grâce à une contraception adaptée, être rassurée par rapport à une IVG, jouir d'une relation de couple sereine.

Nous continuerons à nous investir, tant auprès de l'Education Nationale que des municipalités et des structures d'accueil, pour des interventions en milieu scolaire et en centres de loisirs. Les publics visés seront les jeunes et très jeunes, les personnels d'encadrement, et chaque fois que possible les familles.

Nous poursuivrons notre partenariat avec SOS femmes et le CIDFF, ainsi qu'avec les partenaires militant dans les mêmes domaines et œuvrant pour la défense des mêmes valeurs pour communiquer et agir ensemble.

Nous porterons notre expertise et nos valeurs au sein de la Commission Départementale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes.

Nos objectifs à moyen et long terme sont en cohérence avec notre combat pour une **égalité des droits pour toutes et tous** et notre **militantisme féministe**.

Développer nos actions

Sur le terrain, nous poursuivrons nos efforts pour **augmenter notre présence sur tout le territoire du Maine et Loire**, pour défendre les droits des femmes, en mettant nos **priorités sur les Quartiers Prioritaires Villes, le milieu rural et les groupes de femmes en milieu précaire** :

- par nos **permanences d'accueil** à Angers, Saumur et Montreuil-Bellay
- par nos **projets** et nos **actions collectives**.

Un catalogue de formation à destination des professionnel.le.s sur le territoire sera édité en 2019. C'est un enjeu fort pour constituer un réseau de personnes relais.

Dans la continuité de nos engagements, nous affirmons nos thèmes prioritaires :

- **Accès aux droits en santé sexuelle**
- **Éducation à la sexualité** : vie affective et sexuelle, déconstruction des stéréotypes.
- **Égalité filles-garçons, discriminations, genre et sexisme, prévention des violences sexistes et sexuelles**
- **Handicap et sexualités**
- **Femmes vulnérables**

Consolider notre Association Départementale

Nous poursuivons la réorganisation de notre structure associative :

- réorganisation des actions des salariées,
- réorganisation de la fonction employeur du CA,
- recherche de consolidation de la santé financière de notre AD.

Nous nous engageons dans le **Recueil de données du Planning** (RDPF) informatisé, organisé au niveau national, qui nous permettra une meilleure analyse de nos accueils et une meilleure communication.

Malgré les contraintes et incertitudes financières, nous poursuivrons nos efforts vers la **consolidation de la situation professionnelle de nos salariées**, et **l'embauche d'une 4^{ème} CCF** pour renforcer l'équipe.

Nous bâtissons un **nouveau règlement intérieur** pour l'adapter aux évolutions des activités des bénévoles et des salariées et à celle de la législation. Il sera une première **étape vers la rédaction d'un accord d'entreprise ou d'une convention collective**, nous appuyant sur les formations et outils mis en place par notre Confédération.

Accueillir des militant.e.s

Nous travaillons à structurer l'accueil des militant.e.s qui rejoignent notre AD, et à les intégrer dans nos actions de terrain et notre gouvernance.

2019 sera l'occasion du renouvellement du Conseil d'Administration de notre AD.

2019 – Congrès du planning Familial à Niort du 25 au 27 octobre

Les AD du Planning Familial se retrouveront pour définir nos orientations pour les trois ans à venir, dans la continuité de l'Université Populaire réunie à Rennes en juin 2018.

La santé sexuelle est un enjeu important, dans nos activités d'accueil, d'écoute, d'informations, animées par des salariées et des bénévoles, toute l'année, nous accompagnerons les femmes et les hommes pour l'accès à leurs droits.

N'hésitez pas à nous rejoindre ! MILITEZ ! ADHÉREZ !

REVUE DE PRESSE

CINÉ DOC RENCONTRE

JEUDI 8 MARS 2018

20h00



OUVRIR LA VOIX de Amandine Gay

en présence de
Sade ABDOURAHAMANI,
du Planning Familial
et du Collectif Émancipation
et **Aminata DIOP**,
en relation avec la réalisatrice
Amandine Gay

CINEMAS

Les **400 coups**

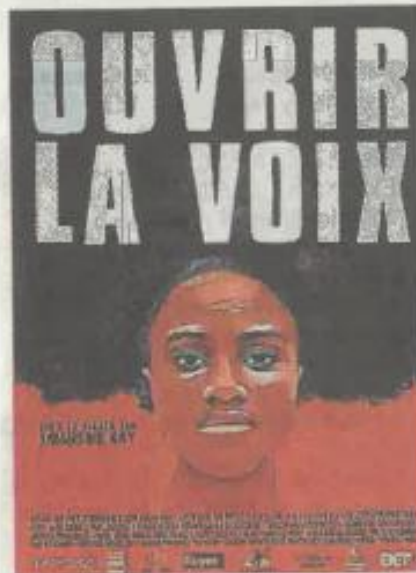
www.les400coups.org

12, rue Claveau - ANGERS - 02 41 88 70 95

Ouest-France
Jeudi 8 mars 2018

Ouvrir la voix, la parole aux femmes noires

Cinéma. Pour la journée de la Femme, les 400 Coups accueillent une projection rencontre autour de ce percutant documentaire.



La réalisatrice et comédienne Amandine Gay a interrogé 24 femmes noires autour de divers sujets.

Il n'y a pratiquement aucune femme noire dans les médias de masse français. Partant de ce postulat, la réalisatrice Amandine Gay a interrogé 24 femmes noires autour de divers sujets.

Le résultat est un documentaire sans concessions, révélateur d'un racisme quotidien. Le film arrive enfin à Angers, ce jeudi, à l'occasion de la Journée de la femme, pour une projection rencontre.

Pour Aminata Diop, qui coanimera l'événement, *Ouvrir la voix* est un documentaire nécessaire, car il « met en lumière les oppressions des femmes racisées. Porter cette voix permet d'être acteur, de ne plus subir un statut de victimes ».

Sade Abdourahamani, la deuxième animatrice de la soirée, travaille au **Planning familial** et milite au Collectif émancipation, collectif féministe. « Le film montre une réalité que les personnes non racisées ne me-

surent pas et ne connaissent pas, estime-t-elle. Amandine Gay parle de son film comme d'un outil d'éducation populaire. Exploïtons-le ».

Les deux femmes ont milité activement pour faire projeter le film à Angers depuis sa sortie, en 2017. Elles tiennent à souligner l'implication des 400 Coups dans cette programmation.

Les deux militantes voient cette projection comme une victoire collective et encouragent le public à « Oser imaginer l'après, oser construire une suite ». Et on pourra compter sur elles pour continuer d'« ouvrir la voix » !

Ce jeudi 8 mars, projection rencontre d'*Ouvrir la voix* à 20 h, et **dimanche 11 mars**, à 11 h, projection au cinéma des 400 Coups, 12, rue Claveau, à Angers. Tarifs : de 4 € à 8 €. Tél. 02 41 88 70 95.

Étudiantes, féministes et citoyennes engagées

Au cours de leur formation « Techniques de commercialisation » à l'IUT, les étudiants de 1^{re} année doivent créer un événement. Au-delà de la conférence-débat organisée lundi aux Salons 8e Sens, cinq jeunes femmes auto-baptisées « Les Simones » sont allées beaucoup plus loin en réalisant un court-métrage. Encore moins banal, le thème choisi : les violences conjugales. Explications avec Clémence Eceiza.

Comment sont nées Les Simones ?

Clémence Eceiza : « En hommage à Simone Veil et Simone de Beauvoir, deux modèles féministes. C'est un peu le hasard qui a fait que deux classes différentes se sont intéressées à ce sujet social qui touche toutes les femmes. »

Quel était le contenu de la conférence ?

« En pleine restructuration, SOS Femmes nous a orientées vers le **Planning familial 49**, qui nous a accompagnées dans notre démarche et aidées à l'écriture du scénario du film. On a également invité la déléguée départementale aux droits de femmes et à la parité, l'association Résonantes, et deux infirmières du service de médecine légale du CHU. Elles nous disent que dans leur quotidien, ce problème touche les femmes dès 15-16 ans. »

Que contient le film que vous avez



De gauche à droite : Clémence Eceiza, Zoé Reverseau, Camille Raïd, Océane Boulay et Adélaïde Goude.

réalisé ?

« Le Coup du silence » retrace les quatre étapes des violences conjugales référencées : les violences psychologiques, par le système d'emprise mis en place par l'auteur de violences sur la victime, couplées à la violence verbale qui rabaisse et insulte, les violences physiques, le rejet de la faute sur la victime comme « cause » de cette violence, puis la lune de miel. L'auteur promet de changer, la victime le croit, et le cercle infernal continue dans cette relation toxique... »

Est-ce un film à base de témoignages ?

« Non, c'est une fiction scénarisée. On le diffuse sur Facebook pour que cela touche un maximum de monde, les jeunes sont actives sur les réseaux sociaux. On n'a justement pas une vision carrée et pro, ce qui peut prévenir les jeunes plus directement. On aimerait que ce projet soit une campagne de prévention sur le thème des violences conjugales. »

Votre regard sur #MeToo ?

« Cela a été vraiment nécessaire de

libérer la parole des femmes et d'enlever ce fardeau sur leurs épaules. Beaucoup plus de femmes qu'on ne le croit sont touchées. Il existe une forme de déni : elles baissent le voile sur leurs yeux et ne voient pas la vérité en face, et certains hommes refusent d'admettre que ça existe... Bref, cela a donné du courage et de la solidarité. Et pouvoir avancer, ce n'est pas un mythe. »

A voir sur www.facebook.com/lessimones5

C.O. Mai 2018

OF J. 18.10.17

Manif pour tous : la conférence fait des remous

Vendredi, la présidente de La Manif pour tous doit s'exprimer sur la PMA, à l'invitation d'une association très à droite. Le tout, à deux pas du local des militants associatifs de l'Étincelle.

La Manif pour tous, le retour ? Angers se souvient des tensions qui ont accompagné les mobilisations contre le mariage homosexuel. Comme par exemple un conseil municipal sous haute tension en 2013.

Vendredi, la présidente du collectif, Ludovine de la Rochère, doit animer une conférence « **sur les lois de bioéthique et la PMA sans père** ». Elle sera accompagnée d'Aude Mirkovic, universitaire et militante contre la gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples lesbiens. Les deux femmes sont invitées par le Cercle Anjou conférences, une association créée par Barbara Mazières et Gaëtan Dirand. Tous deux sont d'anciens secrétaires départementaux du Front national.

Appel de plusieurs associations

Thématique et organisateurs : la combinaison a mis le feu aux poudres dans certains réseaux militants. Le collectif Émancipation, qui se définit comme « **féministe, anti-sexiste et anti-patriarcal** », appelle à un rassemblement. Il se tiendra avant la conférence, prévue à 19 h 30 dans la salle du Doyenné. « **Nous trouvons scandaleux la tenue d'une telle conférence, et ce dans une salle municipale. Dans un contexte de lutte pour l'égalité des droits quelle que soit leur sexualité, leurs propos LGBTQI-phobes (1) sont des incitations à la haine** », écrit le collectif dans un communiqué. L'appel est soutenu par le Planning familial 49, le centre LGBT



Ludovine de la Rochère, présidente de La Manif pour tous, discutant avec des opposants devant le tribunal de Nantes en 2016. Une scène appelée à se reproduire vendredi à Angers ?

1 CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES QUÉBÉCOISES

Quazar, le Réseau angevin antifasciste (Raaf), Alternative libertaire 49 et CNT 49.

En toile de fond, le reproche fait à la mairie de mettre une salle à disposition de l'association pour véhiculer des « **positions réactionnaires et conservatrices** ». En novembre 2017, la venue du théoricien d'extrême droite Jean-Yves Le Gallou avait, déjà,

suscité la polémique. Et déclenché l'organisation d'une manifestation.

Du côté de la Ville, on invoque d'ailleurs le même argument que l'an dernier. « **La justice administrative rejette systématiquement les refus de prêt de salles municipales fondés sous la seule personnalité du demandeur ou le caractère politique de l'association qui produit la demande** », mettait alors en avant la municipalité.

Proximité de l'Étincelle

Cette fois, la localisation de la salle pose une question supplémentaire. Elle est située à quelques dizaines de mètres de l'Étincelle, le local associatif qui accueille le collectif Émancipation ou encore le Raaf. « **On se demande quelle est la stratégie de la mairie, s'agace un militant. Ils ne découvrent pas où est l'Étincelle** », bâtiment municipal mis à disposition des associations.

« **Je ne sais même pas où est l'Étincelle**, balade de son côté Gaëtan Dirand. **La salle du Doyenné, qui est facile d'accès et proche du centre-ville, est un endroit où nous avons déjà organisé plusieurs conférences.** » Trois rendez-vous s'y sont tenus en 2017, selon la page Facebook de l'association.

Les organisateurs de la conférence attendent 300 personnes. Les manifestants, quant à eux, pourraient être une centaine si l'on se réfère à la mobilisation de l'an dernier. Ils devraient se cantonner à manifester leur désapprobation par leur seule présence. Sollicitée, la préfecture n'a pas pu nous indiquer ce mercredi si des mesures de sécurité particulières étaient envisagées.

Emeric EVAÏN.

(1) LGBTQI : Lesbienne-gay-bi-trans-queer-intersexe.

Le Vendredi 23 Novembre 2018

Journée de sensibilisation sur la lutte contre les violences faites aux femmes



PARTIR : Est-ce la fin des violences ?

Programme

14h – 17h :

Stands d'informations

Devant l'espace commercial d'Intermarché (Saint Lambert)

Présence des partenaires du territoire

Informations sur les lieux d'écoute, de conseils et d'hébergements possibles...

18h :

Projection du film « Jusqu'à la garde » de Xavier LEGRAND au cinéma Le Grand Palace Saumur

Places gratuites uniquement sur réservation auprès d'Habitat Solidarité au 02.41.50.25.06 dans la limite des places disponibles

19h30 :

Table ronde

au cinéma le Grand Palace Saumur



Pour toutes informations, contactez l'association HABITAT SOLIDARITE au 02.41.50.25.06



Ville de SAUMUR



CO 26.11.18

Unis contre les violences faites aux femmes

Les structures qui accompagnent les femmes, et les hommes, victimes de violences dans le Saumurois sont allées à la rencontre des habitants hier, devant Intermarché, « pour changer les regards », présente Monique Brébion, directrice d'Emmaüs Habitat Solidarité. « L'action bouge. L'an dernier, on était en centre-ville. On essaie de changer de lieu pour sensibiliser d'autres personnes. »

Le Planning familial, le Centre de planification et d'éducation familiale de l'hôpital, l'association SOS Femmes, le centre social de Saumur et France Victimes 49 (qui vient d'ouvrir une permanence au tribunal de Saumur le mardi matin) étaient mobilisés au côté d'Emmaüs Habitat Solidarité.



Saumur, hier. Plusieurs structures sont en capacité de venir en aide aux victimes dans le Saumurois. Elles étaient présentes devant Intermarché hier.

Le soir, un ciné-débat était organisé au Grand Palace autour du film « Jusqu'à la garde » de Xavier Legrand. « On cherche à faire comprendre le processus. Lorsqu'une victime arrive à partir, ce n'est pas la fin des violences. Le sentiment de stress, de peur permanente est encore là après. Il y a parfois des enfants entre la victime et le conjoint violent. C'est important que les partenaires travaillent ensemble sur tout le parcours d'aide aux victimes », rappelle Monique Brébion.

Aujourd'hui. Une marche contre les violences sexistes et sexuelles est organisée à Angers (15 heures, face à la préfecture).

**SAMEDI 24
NOVEMBRE**

**Le marche contre toutes
les violences sexistes
et sexuelles.**

**Dans le cadre de la journée internationale pour
l'élimination des violences faites aux femmes**

Un an après le mouvement #MeToo, un mouvement national est lancé pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles.

Le 24 novembre, nous marcherons pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles. Nous sommes des millions de femmes et d'enfants à avoir subi et à subir encore des violences sexistes et sexuelles qui nous pourrissent la vie. Nous sommes des millions à avoir vu ces violences abîmer nos amies, nos sœurs, nos assurements, nos mères, nos enfants ou nos collègues.

Dans l'espace public, au travail, à la maison, nous exigeons de vivre en liberté, sans injure, ni menace, sans affreusement ni harcèlement, sans persécution ni agression, sans viol, sans blessure, sans rapatriation de nos corps, sans mutilation, sans meurtre. Aucune d'entre nous ne doit souffrir de violences et

d'attaque à l'intégrité corporelle parce qu'elle est femme. Aucune d'entre nous ne doit cumuler les violences car elles cumulent les discriminations. Nous exigeons que les enfants soient protégés de ces violences.

L'impunité des agresseurs doit cesser. La solidarité avec les victimes doit être renforcée. Des mesures ambitieuses doivent être prises, des moyens dégagés pour que ça change vraiment.

Nous allons marcher pour montrer notre nombre, notre force et notre détermination contre ce système néolibéral et violent.

Après #MeToo, ensemble #NousToutes pour gagner !

Depuis des années, les femmes se lèvent pour dire stop. Aujourd'hui, nous invitons toutes celles et ceux qui veulent comme nous mettre fin aux violences sexistes et sexuelles à marcher avec nous.

RDV samedi 24 novembre à 15h

Place Michel Debré (face à la Préfecture) à Angers



Autres signataires:
Collectif Emancipation, Femmes d'ici et d'ailleurs, Osez l'émancipation féministe de CFTU 49, Union Syndicale Solidaires 49, RFA 49, Collectif Épiphanie, C. 49, Osez Angers, UMC Angers et des Individu-e-s

Angers

09_1 22.11.18

Elles marcheront contre les violences sexistes

Pour la Journée contre les violences faites aux femmes, plusieurs membres d'associations, comme le Planning familial, défilent dans les rues angevines, samedi.

Le rendez-vous

Chaque année, les chiffres tombent comme un couperet. Le bilan des violences faites aux femmes, selon les responsables d'associations, s'aggrave. En parallèle, c'est aussi la parole qui se libère. « Avec le mouvement #BalanceTonPorc, qui s'est largement diffusé sur les réseaux sociaux il y a un an, les femmes ont trouvé le courage de dénoncer plus facilement leur agresseur », atteste Catherine Batareau, au nom du **Planning familial 49**.

Violences sexuelles, sexistes... Samedi, plusieurs associations fouleront les pavés angevins pour en parler. Le Planning familial en tête, SOS femmes, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), l'Espace femmes, ou le collectif #Noustoutes. Avec un seul mot d'ordre : « Une femme n'est jamais responsable des violences qu'elle subit. »

En France, une femme meurt sous les coups tous les deux jours et demi. « Tout peut partir d'une simple humiliation, d'une mise à l'écart par une remarque sexiste », note Maryse Singarraud, présidente de SOS femmes, spécialisée dans l'accueil et l'hébergement des femmes victimes de violences conjugales.

Baisser les capacités d'accueil ?

À Angers, la structure SOS femmes accueille 24 places. « Les remarques sexistes basculent parfois, et engendrent, petit à petit, des violences sexuelles. » Les remarques sexistes, basées sur l'illusion d'inégalité entre l'homme et la femme, existent partout. Dans le milieu du travail, dans les familles ou auprès des voi-



La marche organisée contre les violences faites aux femmes, samedi 24 novembre, est prévue au départ de la préfecture.

Crédit photo : STANISLAV - SHOOTING DOG.COM

sins.

Pour tenter de contrer les préjugés, chaque association entreprend des actions de prévention qu'elle mène soit dans des écoles maternelles, « pour détruire l'image du petit macho », soit auprès des étudiants ou des lycéens.

« Nous sommes en contact avec des animateurs ou des gendarmes, pour leur apprendre à reconnaître les femmes victimes », poursuit Maryse Singarraud.

Des syndicats, comme la CFTD qui s'associe à la marche, prennent le relais pour accompagner, au sein des entreprises et sur ces mêmes questions, les représentants du personnel. « C'est un travail de longue haleine,

car les jeunes filles ou femmes ne se rendent pas forcément compte des violences ou des emprises exercées. C'est parfois compliqué de mettre des mots dessus. »

Face à cette augmentation de situations difficiles, à la propagation de la pornographie qui banalise et entraîne des exigences de la part de certains hommes ou adolescents, les structures comme le Planning familial doivent faire face à des baisses de subventions. « Pour l'accueil, la préfecture a réduit son aide de 1 500 €. Il nous faut rechercher des subventions ailleurs, ou baisser nos propres capacités. »

Autre conséquence directe de ces violences : l'accueil des enfants pla-

cés. Ils sont plus de 2 000 dans le Maine-et-Loire. « On enlève des enfants à leurs parents, mais avec peu de moyens pour travailler, ensuite, sur chaque situation. C'est une chose d'éloigner les parents violents, mais beaucoup d'entre eux ne sont pas aidés psychologiquement », commente-t-on au Planning familial.

Samedi, après une marche explicative dans les rues du centre-ville, une prise de parole est prévue au jardin du Mail. Pour mieux se faire entendre.

Benoit ROBERT.

Samedi 24 novembre, rendez-vous pour la marche à 15 h, place Michel-Debré, face à la préfecture, à Angers.



COMMUNIQUÉS CONFÉDÉRAUX



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 06 mars 2018

8 mars 2018 - Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes s'inscrit dans un contexte politique et social particulier en France : le lancement des Etats généraux de la bioéthique, où il est question, entre autres, de l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes...

Le corps des femmes, encore et toujours objet de contrôle

Or, en présentant l'accès à la PMA pour les couples lesbiens et les femmes célibataires « à débattre », alors que ce droit est déjà acquis pour les couples hétérosexuels, l'Etat perpétue une fois de plus le contrôle exercé sur le corps des femmes et singulièrement sur les femmes qui échappent à la norme hétérosexiste (les femmes lesbiennes et toutes celles qui décident d'avoir un enfant seules).

« On luttera tant qu'il le faudra... »

Via ce slogan de campagne militante, le Planning inscrit la lutte pour l'accès universel à la PMA dans l'histoire des luttes féministes émancipatrices, notamment en faveur de l'accès à la contraception et à l'avortement. Lorsque ces droits fondamentaux n'étaient pas encore acquis, le mouvement d'émancipation des femmes s'est organisé pour que chacune puisse quand même disposer librement de son corps et faire ses propres choix en matière de sexualité. C'était l'époque des produits contraceptifs importés illégalement d'autres pays et des avortements clandestins. Aujourd'hui, dans un contexte où l'accès à la PMA n'est pas encore autorisé à toutes les femmes, ces dernières continuent à s'organiser en partant à l'étranger ou en faisant des PMA « artisanales » pour obtenir le droit de décider si, quand, avec qui et comment faire un enfant. Elles encourent parfois des risques sanitaires et s'exposent toujours à un parcours long et onéreux. Le Planning est à leurs côtés et les accompagne, étant convaincu que les femmes n'attendent pas et n'attendront jamais que des lois soient votées pour agir pour leur émancipation ici et dans le monde.

... Pour être libres de nos choix ! »

Loin d'être une question éthique, l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, quelle que soit leur situation (célibataire, en couple hétéro, en couple lesbien) est plutôt une question d'égalité et de justice. Elle s'inscrit dans un continuum de droits sexuels fondamentaux, qui permet aux femmes de décider librement si, quand, comment et avec qui avoir un enfant.

En tant que mouvement féministe mais aussi en tant que mouvement d'éducation populaire, à l'écoute de la parole qui émerge des situations concrètes vécues par les femmes, le Planning réclame l'ouverture de la PMA entièrement remboursée à toutes les femmes dans l'immédiat et réaffirme avec force qu'il luttera tant qu'il le faudra pour que chaque personne puisse disposer librement de son corps.

Contacts Presse : Véronique Séhier # 06 86 65 25 19 / Veronica Noseda # 06 79 37 93 73

Une Grande Femme entre au Panthéon

C'est avec fierté que le Planning Familial accompagnera Simone Veil au Panthéon ce dimanche 1^{er} juillet.

En effet, Simone Veil a marqué des générations de femmes et d'hommes par sa détermination à porter et à faire adopter la première loi autorisant l'avortement en France. En refusant de fermer les yeux sur la situation vécue chaque année par des dizaines de milliers de femmes contraintes d'avorter dans la clandestinité et dans des conditions sanitaires dangereuses, Simone Veil a contribué à lever l'hypocrisie sur la pratique des avortements clandestins et à mettre fin ainsi à une profonde injustice. Car les femmes les plus exposées au danger étaient les plus démunies, qui n'avaient pas connaissance des réseaux de désobéissance civile, comme le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) et le Planning Familial qui pratiquaient des avortements sécurisés de manière illégale.

Attaquée violemment au sein d'une assemblée nationale très majoritairement masculine, elle n'a jamais transigé sur ce point fondamental : **l'avortement est un choix qui doit appartenir aux femmes.**

Aujourd'hui, la reconnaissance par la nation française de Simone Veil, Européenne convaincue et de son action, intervient dans un contexte où l'avortement est encore et toujours l'objet de luttes pour qu'il devienne un droit, et un droit effectif pour toutes les femmes en Europe et dans le monde: comme en Irlande, où un projet de loi va enfin être déposé pour l'autoriser, en Argentine où les députés ont approuvé sa légalisation, ou comme en Pologne, en Hongrie où il est fortement menacé, ou en Italie où, malgré la loi, son accès y est restreint.

Le combat de Simone Veil demeure donc d'une brûlante actualité ! Car en 2018 encore, dans le monde une femme meurt toutes les 9 minutes des suites d'un avortement clandestin et 25 millions d'avortements illégaux ont lieu chaque année.

Parce que les opposants au droit de choisir sont toujours et encore très virulents pour entraver ce droit fondamental des femmes, parce que de nombreuses femmes subissent des grossesses non désirées et des avortements clandestins, et sont encore culpabilisées par des professionnel.le.s de santé et l'opinion publique en France ou ailleurs, le Planning familial se réjouit que la panthéonisation de Simone Veil soit l'occasion de rappeler **le droit des femmes du monde entier à disposer librement de leurs corps !**

Contacts Presse : Véronique Séhier # 06 86 65 25 19 / Caroline Rebhi # 06 59 87 03 20

**En mai, juin et juillet 2018, le Planning familial marchera pour l'accès de tou.te.s à la PMA –
On luttera tant qu'il le faudra !**

Le Planning Familial s'est toujours battu et il continue à se battre au quotidien, aux côtés des femmes, pour qu'elles aient le droit de choisir d'avoir ou non des enfants et de vivre une sexualité épanouie, dissociée de la question de la reproduction. Il se mobilise avec la même conviction pour que toutes celles qui souhaitent avoir des enfants puissent le faire si elles le souhaitent, avec qui elles le désirent et au gré de leur propre agenda, sans aucune entrave extérieure – qu'elle soit politique, religieuse ou juridique.

L'ouverture de la PMA à tou.te.s, femmes seules, lesbiennes fait partie des revendications centrales que portent le Planning familial, comme la lutte contre toutes les formes de discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre et la prévention de toutes les LGBTphobies.

Dans le contexte des Etats généraux de la bioéthique qui ont commencé le 18 janvier dernier et devraient se terminer le 7 juillet pour aboutir à un projet de loi à l'automne, le Planning familial, à travers ses 77 associations départementales, soutient le mot d'ordre de l'accès à la PMA pour tou.te.s, thème majeur des marches des fiertés, marches pour l'égalité, marche des visibilités qui vont se tenir de mi-mai à début juillet 2018.

Le Planning se mobilise pour :

- l'ouverture de la PMA à toutes les femmes quelle que soit leur situation (célibataire, en couple hétéro, en couple lesbien)
- le remboursement intégral par la Sécurité sociale
- l'instauration d'une filiation fondée sur l'engagement parental et non sur la biologie
- le choix du degré de médicalisation : le Planning défend la place des personnes dans la détermination des méthodes employées
- l'autoconservation des gamètes

Aujourd'hui, la PMA n'est pas une question d'éthique, mais bien d'égalité et de justice ! Attaché au libre choix, le Planning défend la diversité des modèles familiaux, ainsi que la diversité des aspirations. Le mouvement sera présent auprès des associations LGBTIQI lors des événements organisés autour d'une part du 17 mai, journée internationale de lutte contre les LGBTphobies et d'autre part des marches des fiertés.

Contacts Presse : Lydie Porée # 06 87 16 36 68 / Veronica Noseda # 06 79 37 93 73

Scandaleux ! Inadmissible !

Les propos tenus sur l'avortement par le Président du syndicat national des gynécologues, ne peuvent qu'indigner toutes celles et ceux, femmes concernées, professionnel.les qui les accompagnent, parlementaires qui élaborent les lois : des propos rétrogrades, déniaient aux femmes leur liberté de procréation, car le droit de refuser la procréation est une dimension essentielle de la liberté des femmes. C'est ce que le cadre réglementaire et législatif légitime en France et le pouvoir médical n'est pas au-dessus des lois.

En 2018 encore chaque année dans le monde, 25 millions d'avortements illégaux ont lieu, une femme meurt toutes les 9 minutes des suites d'un avortement clandestin. L'avortement légalisé et pratiqué dans de bonnes conditions à la demande des femmes est le plus sûr moyen de répondre à cette situation sanitaire dramatique.

Les opposants au droit de choisir ne supportent pas cette liberté et s'organisent pour entraver ce droit fondamental des femmes par tous les moyens : lobbies, campagnes détournant l'information sur les réseaux sociaux, campagnes de culpabilisation et de stigmatisation de l'avortement et ces propos du président viennent encore alimenter cette offensive.

Le Planning Familial réaffirme que le droit des femmes à disposer de leur corps est un droit fondamental !

C'est le rôle de l'Etat de veiller à la défense de ce droit et à son application sur l'ensemble du territoire français, en métropole et Outre-Mer, pour que toute femme puisse l'exercer en toute liberté !

Mesdames Buzyn et Schiappa, nous prenons acte de votre engagement à exercer votre pouvoir que ce droit soit respecté sans entrave.

Assez d'entraves aux droits des femmes, à leur santé et à leur liberté !

Site ivg.gouv.fr

Numéro vert national : 0800 08 11 11

Contacts presse :

Véronique Séhier # 06 86 65 25 19 / Caroline Rebhi # 06 59 87 03 20



COMMUNIQUE DE PRESSE

Avortement en Europe, les Femmes décident !

<http://avortement europe.org/>

En Ile de France, RASSEMBLEMENT

18h30 – Place de l'Opéra Bastille – Paris

Projection du documentaire : « Les croisés contre-attaquent »

Suivi d'échanges avec des activistes de plusieurs pays.

20h – Salle Traversière – 15bis rue Traversière – Paris 12ème

En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des espagnoles en 2015, des polonaises depuis 2016 et des irlandaises en 2018 ; en solidarité avec l'ensemble des femmes d'Amérique latine, dont les Argentines ; en lutte pour déjouer la remise en cause de l'avortement par toutes les forces réactionnaires ou religieuses, à l'échelle européenne et mondiale : nous réaffirmons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé sont des droits fondamentaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes, en Europe et dans le monde :

- L'avortement est un choix personnel - mon corps m'appartient, je choisis ma vie, je choisis d'avoir ou pas un enfant ;
- L'accès à l'avortement est un droit ;
- La « double » clause de conscience sur l'IVG pour les professionnel.les de santé doit être supprimée de la loi ;
- Les délais légaux pour avorter doivent être harmonisés sur ceux des pays les plus progressistes en Europe, et les États doivent tendre vers une dépénalisation totale de l'avortement.
- Des moyens financiers doivent être donnés pour que les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification soient accessibles à toutes sur l'ensemble des territoires ;
- Des campagnes d'information tous publics sont nécessaires pour pouvoir en parler librement, sans tabou ni jugement ;
- L'éducation à la vie sexuelle doit être prodiguée à toutes et à tous pour qu'elles et ils puissent avoir des choix libres et éclairés ;
- La formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement doit faire partie intégrante de la formation initiale des professionnel.les de santé.

Le 28 septembre 2018, Journée internationale pour le droit à l'avortement rappellera partout en France que c'est un droit irréfragable

Contacts presse : Danielle Gaudry – Planning Familial : 06 60 95 50 77, Nelly Martin - Marche Mondiale des Femmes : 06 80 63 95 25- Suzy Rojzman - CADAC : 06 61 83 12 56

Promouvoir le préservatif c'est assurer son accès libre et gratuit!

Le 27 novembre, la ministre de la Santé Agnès Buzyn annonçait au micro de France inter, le remboursement à venir d'un « nouveau dispositif » : des préservatifs masculins remboursables sur prescription médicale, suite à un avis favorable rendu par la Haute autorité de santé, afin de renforcer la lutte contre le Sida.

Doit-on se réjouir de cette annonce ?

En effet, nous savons par expérience qu'il n'est pas toujours évident d'évoquer sa vie affective et sexuelle avec un.e médecin. Chacun.e doit donc pouvoir disposer librement de préservatifs gratuits internes et externes sans prescription médicale et en accès libre et gratuit. Ce qui importe c'est de renforcer l'information et les actions de prévention, dans tous les lieux, vis-à-vis de tous les publics.

Cette décision acte une re-médicalisation de la santé sexuelle et fait l'impasse sur le travail mené par les structures qui ont des missions de service public, comme les Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections sexuellement transmissibles, les Centres de Planification et d'Education Familiale qui participent de ce parcours de prévention et de lutte contre le sida, et donnent des préservatifs internes et externes, gratuitement, en respectant la confidentialité et l'anonymat des personnes. Ils constituent, avec les Etablissements d'Information et de Conseil Conjugal et Familial, des lieux-ressources de proximité qui pratiquent une approche globale en matière de santé sexuelle, notamment pour les mineur.e.s qui ne souhaitent pas faire appel au médecin de famille.

Le Planning demande la prise en charge totale de tous les moyens de contraception - dont les préservatifs internes et externes font partie - afin de garantir l'égalité pour toutes et tous, de l'accès à l'information et à la prévention, et d'apporter notamment des réponses aux femmes en situation de vulnérabilité et aux jeunes éloigné.es des lieux de consultation dédiés ou en difficulté pour accéder à l'information.

Chaque personne sans condition de situation ou de ressources doit pouvoir exercer le droit de vivre sa vie affective et sexuelle, en toute sécurité, après avoir reçu une information claire sur les avantages et les risques de l'ensemble des moyens de contraception et de prévention. C'est aussi l'objet de la campagne #LibresDeNosChoix du Planning Familial.

Contacts Presse :

Sarah Durocher # 06 85 42 57 87 / Véronique Sehier # 06 86 65 25 19

